

Arrêté n°DCPPAT 2026- 0042 du 05 FEV. 2026

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société SEMENCES DE FRANCE – Voivres-lès-le-Mans
Mise en demeure

Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 180.1710 du 05 mai 1998 délivré à la société SCAC S.A. ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 25 juillet 2013, délivré par la préfecture de la Sarthe à la S.A. Semences de France ;

Vu l'article 3.4.2 de l'arrêté Préfectoral du 05/05/1998 qui dispose notamment :

« La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Elle comporte au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface de la toiture. »

Vu l'article 4.4.1 de l'arrêté Préfectoral du 05/05/1998 qui dispose notamment :

« Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou du sol. »

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 janvier 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 01 décembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les installations de stockage présentent des surfaces de désenfumage au moins égales à 2 % de la surface de la toiture ;
- L'exploitant ne peut justifier du volume de confinement nécessaire pour retenir les eaux d'extinction d'un incendie.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.4.2 et 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 05/05/1998 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Semences de France SA de respecter les dispositions des articles 3.4.2 et 4.4.1 de l'arrêté Préfectoral du 05/05/1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 12 janvier 2026 reçu le 15 janvier 2026, et que celui-ci n'a pas émis d'observations dans les délais impartis ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 - La société Semences de France SA (SIRET n° : 77569020900157) exploitant un entrepôt sis ZCAP Les Randonnay à VOIVRES LES LE MANS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.4.2 de l'arrêté Préfectoral du 05/05/1998 susvisé :

- soit en justifiant, sous un délai de 60 jours, que les surfaces de désenfumage des installations de stockage recouvre au moins 2 % de la surface de la toiture ;
- soit en transmettant, sous 60 jours, un échéancier d'actions correctives afin d'atteindre une surface de désenfumage à hauteur d'au moins 2 % de la surface de la toiture pour les installations de stockage.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection de l'environnement spécialité installations classées, dans le délai mentionné aux articles 1 et 2 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 ou 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérécurse citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 - Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département (www.sarthe.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, le maire de Voivres-lès-le-Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Sarthe,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES